L'ACTUALITÉ EN -PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

SOCIAL. Les responsables s'estiment bloqués dans leur représentativité, notamment en entreprises privées

Le syndicat Unsa veut trouver sa place

Une soirée-débat, à l'Université de Pau, touchait dernièrement à la liberté syndicale et à la démocratie sociale. Elle était organisée par l'Unsa 64, dans le cadre d'une action nationale : Françoise Loustau-Lasplaces, Secrétaire départementale, démontre : « A Total, l'Unsa représente 47 % des cadres et 37 % des employés, techiciens, agents de maîtrise. Nous sommes le premier syndicat, mais on ne nous reçoit pas. »

Né en 1993, ce syndicat refuse de se faire considérer comme un syndicat de plus : *« 10 % de la population active est syndiquée. il nous reste 90 % pour installer l'Unsa »*. Cette discrimination ressentie se constate sur les lieux de travail : impossibilité de se présenter au premier tour des élections professionnelles, refus des autres confédérations de travailler avec l'Unsa : *« Nous sommes parfois obligés d'aller au tribunal d'instance pour faire reconnaître la légalité de notre existence »*.

360 000 salariés. L'Unsa représente actuellement 360 000 salariés, essentiellement dans le privé, dont 4 700 en Pyrénées-Atlantiques : *« Nous existons et nous répondons aux besoins des salariés »*, L'Unsa reste donc ferme sur trois revendications : présentation au premier tour des élections professionnelles, élections de branches tous les cinq ans et application de l'accord majoritaire dans les entreprises.

Animaient cette soirée-débat à l'Université pour l'Unsa : Bernard Butori (coordinateur SICTAME-UNSA-Total), Françoise Loustau-Lasplaces (secrétaire départementale Unsa), Benoît Clergeat (SICTAME-Unsa-Total), Luc - Martin Chauffier (secrétaire national du secteur banques/assurances) et Jean-Jacques Simon (banques/assurances).